



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-le-Temple, le 30/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIBELCO France

2 rue Foljuif
77140 Saint-Pierre-Lès-Nemours

Références : E 24-2385
Code AIOT : 0006501372

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2024 dans une carrière de sables et grès industriels exploitée par SIBELCO France à LARCHANT (77760). L'inspection a été annoncée le 09/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIBELCO France
- BONNEVAULT 77244001 77760 Larchant
- Code AIOT : 0006501372
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière et les installations de traitement de sables industriels et de grès situées aux lieux dits "Les Groves", "Le Casse Cou", "La range des Champarts", "Le Chemin Verteau", "le Chemin de Paris", "la Basace" sont autorisées au bénéfice de la société SIBELCO France par l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2M 064 du 4 décembre 2001 pour une durée de 30 ans. L'arrêté préfectoral n° 2002 DRIEAT UD 77 099 a modifié les montants de référence des garanties financières et la remise en état.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--------------------|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Pollution des eaux | Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article 4.3-1 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant | Demande de justificatif à l'exploitant | 5 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---------------------------|---|--|--|-----------------------|
| 3 | Remise en état | Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article III-14 + plan | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant | Demande de justificatif à l'exploitant | 12 mois |
| 4 | Prévention des pollutions | Arrêté Préfectoral du 01/12/2001, article IV-3 | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 5 | Risques accidentels | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s) | Autre information |
|----|-----------------------------|--|--|-------------------|
| 2 | Intégration dans le paysage | Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article IV-2 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'engage à lever l'ensemble des non-conformités constatées lors de l'inspection avant le 1er mars 2025.

La plantation du verger ne sera pas réalisée cet hiver mais l'an prochain.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Pollution des eaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article 4.3-1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Eaux souterraines |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 19/03/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant date d'échéance qui a été retenue : 23/12/2024 |
| Prescription contrôlée : <p>Il existe sur le site trois piézomètres. Au plus tard six mois après la notification du présent arrêté un quatrième piézomètre sera implanté à l'aval hydraulique pour compléter le dispositif de suivi de la qualité des eaux souterraines. L'exploitant consignera dans un registre les relevés mensuels du niveau de la nappe dans chacun des piézomètres, les résultats des analyses annuelles des</p> |

| |
|--|
| prélèvements effectués dans les piézomètres et portant notamment sur les paramètres de l'article IV-3-2-2 ci après. Les années paires on mesurera également le fer, le plomb, le cuivre, le mercure, le chrome IV, le zinc et la conductivité. L'installation de prélèvement d'eau est équipée d'un compteur volumétrique. |
| Constats : L'exploitant est en attente de devis concernant le comblement du PZ2 et la réalisation la vérification décennale des piézomètres. L'identification des piézomètres sera réalisée avant la fin du mois de novembre 2024 |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Vérifier que tous les piézomètres sont identifiés et cadenassés avant le 30/11/2024 Prévoir une inspection décennale des piézomètres au premier trimestre 2025. Prévoir le comblement du PZ2 au premier trimestre 2025. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatifs à l'exploitant |
| Proposition de délais : 5 mois |

N° 2 : Intégration dans le paysage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article IV-2 |
| Thème(s) : Autre, Intégration dans le paysage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 23/08/2024 |
| Prescription contrôlée : L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier... |
| Constats : Le fossé d'infiltration a fait l'objet d'un entretien. L'emplacement du verger a été débarrassé des matériels qui y étaient stockés. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Remise en état

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2001, article III-14 +plan |
| Thème(s) : Autre, Remise en état |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/03/2024 |

| |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 23/12/2024 |
| Prescription contrôlée : La remise en état comprend un verger en appui sur la déviation de la Rd. |
| Constats : Trois devis ont été réalisés pour le verger, mais la plantation n'aura lieu qu'en 2025 car les arbres ne sont pas disponibles. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra fournir des justificatifs concernant la réalisation de ces plantations. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 12 mois |

N° 4 : Prévention des pollutions

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2001, article IV-3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles |
| Prescription contrôlée : II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • 100% de la capacité du plus grand réservoir,- 50% de la capacité des réservoirs associés. • Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. • Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres. |
| Constats : Les rétentions doivent être nettoyées , leur dimensionnement doit être vérifié. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nettoyer les rétentions, vérifier leur dimensionnement. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 5 : Risques accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression

Prescription contrôlée :

...III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

Le jour de l'inspection l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la liste des appareils à pression de cet établissement.

Un compresseur d'air est présent dans l'atelier.



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois